

Questions orales

L'hon. Roy MacLaren (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, le député se trompe s'il croit que le PNB n'a pas augmenté. En réalité, le PNB du Canada augmente rapidement depuis 12 mois. Sur certaines périodes, la croissance de notre économie a même dépassé celle des États-Unis. La production totale des biens et services a augmenté d'une façon très réelle au Canada.

De même, nous avons assisté à une croissance substantielle dans le secteur de l'emploi, croissance compensée, je le répète, par l'augmentation de la population active. Le député ne devrait pas perdre de vue cet aspect de la question. Naturellement, s'il n'est pas au courant, il devrait consulter les deux derniers budgets pour se faire une idée précise de la politique que mène le gouvernement en facilitant la création d'emplois dans le secteur privé et en créant des emplois directement grâce aux investissements du gouvernement. Cette politique a déjà des répercussions très réelles et très positives.

* * *

LE COMMERCE INTERNATIONAL**LES CONTINGENTS D'IMPORTATION POUR LES TEXTILES**

M. Gilbert Parent (Welland): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État (Commerce international). C'est avec grand intérêt que j'ai appris aujourd'hui que le ministre et le cabinet vont discuter de contingents pour l'industrie de la chaussure. Le ministre pourrait-il me dire si des pourparlers sont actuellement en cours à propos de contingents pour l'industrie du textile? Ces contingents seront-ils accrus ou plutôt réduits de quelque façon? Quand pouvons-nous attendre qu'une décision soit prise à ce sujet, monsieur le Président?

L'hon. Gerald Regan (ministre du Commerce international): Monsieur le Président, la question du député relative aux textiles est beaucoup plus complexe que celle qui a trait aux chaussures. Le député sait sans doute que les restrictions globales sur les textiles sont imposées en vertu de l'entente sur les fibres textiles dont le Canada est signataire à l'instar de nombreux autres pays.

Lorsque certains types de textiles provenant d'une nouvelle source, font leur apparition sur le marché, le Canada et les autres pays qui les reçoivent doivent fixer un contingent avec le pays importateur au lieu d'en admettre un volume illimité. Or, depuis quelques années, la prolifération des sources d'où proviennent différents types de textiles pose un problème. C'est un problème très grave auquel se sont attaqués mes hauts fonctionnaires en engageant des négociations avec les pays importateurs. Dans la plupart des cas, nous avons conclu des ententes satisfaisantes.

* * *

L'AGRICULTURE**LE COÛT DES CARBURANTS AGRICOLES**

M. Jack Shields (Athabasca): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre de l'Agriculture. Le

ministre peut-il expliquer à la Chambre pourquoi les agriculteurs canadiens sont forcés de payer en moyenne de 30 à 40 cents de plus que les agriculteurs américains pour le gallon de carburant agricole. Que fait le ministre pour essayer de remédier au problème?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, le député utilise des chiffres différents de ceux de notre ministère. S'il se basait sur toute une série de chiffres américains, il pourrait dire à peu près n'importe quoi.

Le député a omis de signaler qu'il n'a pas posé la même question lorsque les agriculteurs américains payaient de 30 à 50 cents de plus le gallon que les Canadiens. Le député ne s'en préoccupait pas. Il n'a pas dit qu'il existe au Canada de nombreux programmes pour les agriculteurs qui sont inexistants aux États-Unis. Nous avons un programme d'assurance-récoltes et un programme de paiements anticipés sans intérêts pour les agriculteurs. Il n'existe pas de programmes analogues aux États-Unis. Il existe au Canada toutes sortes de programmes pour les agriculteurs qui n'existent pas aux États-Unis.

Le député connaît le Programme énergétique national. Il sait que le premier ministre de sa province l'a approuvé et qu'il a déclaré, pendant la dernière campagne électorale, que c'était un programme formidable, et qu'il en était fier.

M. le Président: Le député de Crowfoot a la parole.

M. Shields: Une question supplémentaire, monsieur le Président.

M. le Président: Une petite, alors. Bien des députés voudraient avoir la parole.

M. Shields: Merci, monsieur le Président. Je signale au ministre que je représente les agriculteurs canadiens et pas les agriculteurs américains.

ON DEMANDE LA SUPPRESSION DES TAXES

M. Jack Shields (Athabasca): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Le ministre compte-t-il essayer de régler le problème que j'ai signalé? Le député de Végréville a présenté au comité permanent une motion visant à supprimer les taxes fédérales sur les carburants agricoles. Le ministre peut-il faire adopter cette motion?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je suis certain que le député est parfaitement au courant des déclarations que j'ai faites au sujet des taxes sur les carburants agricoles et du carburant utilisé dans la production de denrées alimentaires.

HANNA (ALB.)—L'APPROVISIONNEMENT EN EAU

M. Arnold Malone (Crowfoot): Monsieur le Président, je voudrais moi aussi interroger le ministre de l'Agriculture. Je voudrais savoir s'il est au courant du très grave problème qu'éprouve la localité de Hanna, en Alberta, au chapitre de son approvisionnement en eau et de la qualité de celle-ci. A-t-il demandé à l'ARAP d'intervenir? Qu'a-t-il demandé au juste à cet égard? Est-ce que nous comptons partager avec le gouvernement provincial les frais qu'entraînera le grand projet de construction d'installations d'approvisionnement en eau dans cette localité?